

Alors, madame la Présidente, nous du Bloc québécois, et moi particulièrement, sommes contre un référendum. Le député de Jonquière disait tantôt qu'on aurait dû, nous aussi, apporter des amendements. Je tiens à lui dire qu'on ne veut pas apporter d'amendements, on ne veut pas de référendum, parce qu'on est «tannés» de faire dépenser l'argent des Québécois. On paye 24,5 milliards de dollars par année ici, au fédéral, pour qu'on gaspille notre argent. On ne laissera quand même pas les Canadiens gaspiller encore 25 millions de dollars pour un référendum, laisser les Québécois payer au gouvernement fédéral un autre 25 millions pour faire un référendum-bidon, un référendum-sondage, lorsqu'on sait très bien qu'on ne pourrait en dépenser que 25 000 \$, de la part du Québec, pour faire exactement la même chose et obtenir les mêmes résultats.

Madame la Présidente, on est contre ce référendum. On trouve cela scandaleux et on est ici pour représenter les intérêts du Québec. On dit aux Québécois: Participez, mais refusez de répondre à ces faussetés présentées par ce gouvernement irresponsable, ce gouvernement qui veut tout simplement, non pas défendre les intérêts du pays, on dit que c'est l'avenir du pays. . . On ne veut pas défendre les intérêts du pays, on veut défendre ses propres intérêts comme parti.

Voilà ce qu'on veut faire. On veut gagner des points. Alors, le Parti libéral fédéral fait la même chose. Il travaille pour gagner des points, ainsi que le NPD. Nous ne voulons pas gagner de points, on veut faire en sorte que les Québécois. . .

M. Rocheleau: On veut sortir d'ici!

M. Leblanc (Longueuil): . . .s'en sortent de toutes ces histoires à ne plus finir. Alors, nous voulons absolument que les Québécois puissent un jour être capables de s'épanouir correctement et créer le pays le plus riche de l'Amérique du Nord. C'est cela qu'on veut faire avec les Québécois. On est «tannés» de toutes ces folies, ces niaiseries.

Alors, madame la Présidente, je suis contre ce référendum et je travaillerai jour et nuit, s'il le faut, pour dire aux Québécois : N'embarquez pas dans cette galère pour perdre notre temps et notre argent. Tout ce que l'on veut, c'est bâtir un Québec prospère pour avoir une qualité de vie plus élevée. C'est ce que nous voulons.

M. Benoît Tremblay (Rosemont): Madame la Présidente, vous remarquez que maintenant les députés du Bloc québécois, ce matin, ont régulièrement la parole. C'est à se demander, parce que très souvent on doit s'exprimer

sur des projets de loi et on a beaucoup de difficulté à avoir la parole. Ce matin, tout à coup, nous avons tous la parole. Nous pouvons tous parler sur un amendement. La raison est fort simple, c'est que nos collègues d'en face sont silencieux et silencieuses. Pour eux, ce n'est pas un projet de loi suffisamment important pour s'exprimer, excepté le député de Beauharnois—Salaberry qui tente régulièrement d'intervenir.

Une voix: Il parle assis seulement!

Une voix: Ah, il est debout!

M. Hudon: On dit que je ne parle pas, madame la Présidente. Mais je voudrais simplement vous dire qu'on discute de l'article 1 et que j'appuie le titre.

M. Tremblay (Rosemont): Est-ce que le député de Beauharnois—Salaberry voudrait avoir plusieurs référendums? Est-ce la raison pour laquelle il appuie le titre?

Une voix: Il est pour le titre de secrétaire parlementaire.

M. Tremblay (Rosemont): Il me semble, madame la Présidente, que c'est déjà s'abaisser, quand on connaît le contexte québécois, le contexte de la décision que nous avons à prendre, le contexte des discussions constitutionnelles où, depuis deux ans, nous savons très bien que ce gouvernement s'est engagé à faire une offre acceptable au Québec. Et maintenant, on nous présente un projet de loi concernant les référendums sur la Constitution du Canada et le député de Beauharnois—Salaberry nous dit qu'il est d'accord avec le titre.

Un référendum étant déjà inacceptable, voilà que notre collègue, ancien nationaliste, décide que le titre devrait comporter «les référendums». Veut-on multiplier les référendums comme on a multiplié les commissions ou les comités? Je voudrais dire à mon honorable collègue que malheureusement, le temps a joué en faveur de beaucoup de comités, beaucoup de commissions depuis plusieurs mois. Mais maintenant, il y a une échéance qui s'en vient bientôt, qui est l'échéance électorale.

Alors, je comprends mal qu'on puisse faire plusieurs référendums, à 100 millions de dépenses publiques, seulement pour l'organiser, après avoir eu la Commission Spicer, le Comité Beaudoin—Edwards—et je vois M. Edwards ici—et toutes ces commissions qui ont dépensé des millions de dollars! Maintenant, il y a la caravane constitutionnelle de 400 personnes qui se promènent à travers le Canada, de ville en ville. On arrête dans une ville, on commence à tourner en rond jusqu'à ce que les gens soient fatigués—et il y en a même qui commencent à